



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

Arrêté du **04 NOV. 2024** portant déconsignation de la somme de 283 344 € (deux-cent-quatre-vingt-trois-mille-trois-cent-quarante-quatre euros), correspondant au montant des garanties financières constituées conformément aux dispositions de l'article R. 516-2.I.b du code de l'environnement par la société DS SMITH PAPER ROUEN (SIRET 45068123400016) pour son site localisé rue Désiré Granet sur les communes de SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY (76800) et OISSEL (76350).

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 516-1, R. 516-1, R. 516-1 et R. 516-2 ;
- Vu le code de justice administrative, notamment son article R. 421-1 ;
- Vu les articles L. 518-2 alinéa 2, L. 518-17 et suivants du code monétaire et financier ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu le décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement, notamment son article 64 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2022 réglementant l'exploitation des activités de la papeterie DS SMITH PAPER ROUEN (abrogeant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 12 août 2014 imposant la constitution de garanties financières) et fixant le montant des garanties financières à 418 038 € TTC (quatre-cent-dix-huit-mille-trente-huit euros) ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 24-050 du 20 septembre 2024 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu les récépissés de consignation émis par la Caisse des dépôts et consignations en date des 1<sup>er</sup> août 2014, 25 novembre 2015, 28 juin 2016, 15 février 2019 (2 versements), 20 juin 2019, 23 juillet 2020, attestant de la constitution de garanties financières sur la base de 7 versements de la part de la société DS SMITH PAPER ROUEN pour un montant total de 283 344 € ;
- Vu la demande de la société DS SMITH PAPER ROUEN en date du 19 septembre 2024 sollicitant la déconsignation du montant de ses garanties financières constituées auprès de la Caisse des dépôts et consignations ;

**CONSIDÉRANT :**

que l'obligation de constituer des garanties financières dites du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement a été abrogée par l'article 64 du décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 ;

que les quantités de déchets dangereux et non dangereux entreposées sur le site exploité par la société DS SMITH PAPER ROUEN sont limitées ;

*Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime,*

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> :**

La société DS SMITH PAPER ROUEN n'est pas assujettie à l'obligation de constituer des garanties financières pour son établissement localisé sur les communes de SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY (76800) et OISSEL (76350).

Les dispositions de l'article 1.5 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2022 relatives à la constitution des garanties financières sont abrogées.

**Article 2 :**

La somme constituée en application de l'article 3 de l'arrêté du 31 juillet 2012 précité, sous la forme de garanties financières relevant du 5° de l'article R. 516-1, et ses intérêts produits par la société DS SMITH PAPER ROUEN auprès de la Caisse des dépôts et consignations, sont déconsignés par le service des consignations ou le pôle de gestion des consignations territorialement compétent.

**Article 3 : Montant de la déconsignation**

Il est ordonné la déconsignation de la somme de 283 344 € (deux-cent-quatre-vingt-trois-mille-trois-cent-quarante-quatre euros), augmentée des intérêts de consignation produits.

La Caisse des dépôts et consignations déconsigne au moyen d'un virement ladite somme à la société DS SMITH PAPER ROUEN, sur présentation de toute pièce justificative permettant de s'assurer de l'identité et de la qualité du demandeur.

**Article 4 : Publicités et notification**

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie des communes de SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY et OISSEL et peut y être consultée.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

**Article 5 : Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

**Article 6 : Modalités d'exécution**

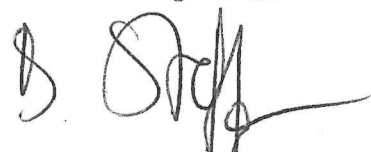
La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le directeur régional des finances publiques de Normandie, le directeur régional des finances publiques de Nantes, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le maire de SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY et le maire d'OISSEL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société DS SMITH PAPER ROUEN, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Rouen, le

04 NOV. 2024

Pour le préfet ~~Le préfet~~ délégation,

La secrétaire générale



Béatrice STEFFAN